

BORDEREAU INPI - DEPOT D'ACTES DE SOCIETES

Vos références :

Nos références : n°de dépôt : **A2004/020586**
n°de gestion : **1997B03578**
n°SIREN : **414 878 793 RCS Lyon**

Le greffier du Tribunal de Commerce de Lyon certifie avoir procédé le 28/10/2004 à un dépôt annexé au dossier du registre du commerce et des sociétés de :

A D B - BAC société par actions simplifiée

12 rue Javelot 69120 Vaulx en Velin -FRANCE-

Ce dépôt comprend les pièces suivantes :

statuts mis à jour (2 exemplaires)
procès-verbal d'assemblée générale ordinaire et extraordinaire (2 exemplaires)
procès-verbal du conseil d'administration (2 exemplaires)

Concernant les événements RCS suivants :

Modification de la forme juridique ou du statut particulier.
Modification relative aux dirigeants d'une société
transfert du siège social de la personne morale.
achat branche d'activité (après avis préalable)

A D B - BAC

Société par actions simplifiée au capital de 91 500 euros

Siège social : 12 rue Javelot - 69120 Vaulx-en-Velin
414 878 793 RCS LYON

STATUTS

**Adoptés par l'assemblée générale
extraordinaire du 13 mai 2004**

Statuts mis à jour


TITRE I

FORME - DENOMINATION - SIEGE - OBJET – DUREE

ARTICLE 1- FORME

La société a été constituée sous la forme de société anonyme aux termes d'un acte sous seings privés en date du 19 décembre 1997, enregistré à LYON 9^e, le 23 décembre 1997, bordereau 372/1.

Suivant délibération de l'assemblée générale extraordinaire du 13 mai 2004, elle a été transformée en société par actions simplifiée régie par les dispositions légales applicables et par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut faire appel public à l'épargne sous sa forme actuelle de société par actions simplifiée.

ARTICLE 2- DENOMINATION SOCIALE

La dénomination de la Société est :

ADB BAC

Sur tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "Société par Actions Simplifiée" ou des initiales "S.A.S." et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 3 – SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : 12 rue Javelot – 69120 VAULX EN VELIN.

Il peut être transféré par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence.

ARTICLE 4 - OBJET

La société a pour objet :

- la location et la vente de bacs poubelles.

La participation de la société à toutes entreprises créées ou à créer, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes, notamment aux entreprises ou sociétés dont l'objet serait susceptible de concourir à la réalisation de l'objet social et ce, par tous moyens, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports fusions, alliances ou sociétés en participations, et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher, directement ou être utiles à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes.

Elle pourra agir, directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers, et soit seule, soit en association, participation ou société, avec toutes autres sociétés ou personnes physiques

ou morales, et réaliser directement ou indirectement, en France ou à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, les opérations entrant dans son objet.

Elle pourra prendre sous toutes formes, tous intérêts et participations, dans toutes sociétés ou entreprises françaises ou étrangères, ayant son objet similaire ou de nature à développer ses propres affaires.

ARTICLE 5 – DUREE DE LA SOCIETE

La durée de la Société, sauf prorogation ou dissolution anticipée, reste fixée à 99 ans à compter du jour de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des associés.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL - FORME DES ACTIONS - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

ARTICLE 6 - APPORTS – FORMATION DU CAPITAL

Il a été apporté à la société, lors de sa constitution :

- une somme en numéraire d'un montant de 100 000 francs ;
- un apport en nature, correspondant à une branche autonome d'activité relative à la location et la vente de bacs poubelles, évalué à la somme de 500 000 francs.

L'assemblée générale extraordinaire du 26 juin 2001 a décidé la conversion du capital en euros.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de quatre vingt onze mille cinq cents (91 500) euros.

Il est divisé en six mille (6 000) actions de quinze euros vingt-cinq cents (15,25 euros) de valeur nominale chacune.

ARTICLE 8- MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

- 1- Le capital ne peut être augmenté ou réduit que par une décision collective des associés statuant sur le rapport du Président.
- 2- Les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital.
- 3- En cas d'augmentation du capital en numéraire, les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit

préférentiel de souscription et la décision, d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

4- Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

ARTICLE 9- FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles sont inscrites en compte conformément à la réglementation en vigueur et aux usages applicables.

Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 10- DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

1- Toute action, donne droit dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

Pour y parvenir, il est fait masse, le cas échéant, de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations pouvant être prises en charge par la Société et auxquelles les répartitions au profit des actions pourraient donner lieu.

2- Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

3- Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis doivent se faire représenter auprès de la Société par l'un d'entre eux ou par un mandataire unique désigné en justice en cas de désaccord.

4- Le droit de vote attaché aux actions démembrées appartient au nu-propriétaire pour toutes les décisions collectives, sauf pour celles concernant l'affectation des bénéfices de l'exercice où il est réservé à l'usufruitier.

5- Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires de titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à condition d'avoir fait leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou de titres nécessaires.

TITRE III

TRANSMISSION DES ACTIONS - EXCLUSION D'ASSOCIES

ARTICLE 11- DISPOSITIONS COMMUNES APPLICABLES AUX CESSIONS D'ACTIONS

1- Définitions

Dans le cadre des présents statuts, les soussignés sont convenus des définitions ci-après :

Cession : signifie toute opération à titre onéreux ou gratuit entraînant le transfert de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit des valeurs mobilières émises par la Société, notamment mais sans que cette liste soit exhaustive, les ventes, cessions, transmissions, échanges, apports en société, fusions et opérations assimilées, cessions judiciaires, adjudications, constitution de "trusts", donations,

nantissements, liquidations, transmissions universelles de patrimoines, liquidations de communauté ou de successions, y compris en exécution d'une sûreté, et

Tout démembrement de la propriété entre un ou plusieurs nus-propriétaires et un ou plusieurs usufruitiers et tout transfert portant sur la propriété, la nue-propriété, l'usufruit ou tous autres droits dérivant de Valeurs Mobilières (y compris tout droit de vote ou de percevoir un dividende), et toute renonciation individuelle à des droits préférentiels de souscription.

Action ou Valeur mobilière : signifie les valeurs mobilières émises par la Société donnant accès de façon immédiate ou différée et de quelque manière que ce soit, à l'attribution d'un droit au capital et/ou d'un droit de vote de la Société, ainsi que les bons et droits de souscription et d'attribution attachés à ces valeurs mobilières.

Contrôle : Pour l'appréciation du contrôle d'une société par une autre société, il est fait application des dispositions de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

2 - Modalités de transmission des actions

La transmission des actions émises par la Société s'opère par un virement de compte à compte sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur le registre des mouvements coté et paraphé.

ARTICLE 12- CLAUSE DE PREEMPTION ET D'AGREMENT

Préemption

1- Sont libres et ne sont soumises à aucune restriction, les cessions d'actions consenties :

- au profit des associés entre eux ;

- pour les actionnaires personnes morales, au profit de personnes morales dont le cédant détient le contrôle au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce ou détenant le contrôle du cédant au sens de ces dispositions sous réserve de l'application des dispositions du B) ci-après ;

2- Toutes les autres cessions, au profit de tiers, conjoints, ascendants ou descendants, sont soumises au respect du droit de préemption ci-après, et, le cas échéant, de la procédure d'agrément prévue au B) ci-après.

3- Dans l'hypothèse où l'un quelconque des actionnaires de la Société souhaiterait se séparer de tout ou partie de sa participation au capital de la Société, les autres actionnaires bénéficieront à titre irréductible d'un droit de préemption au prorata de leur participation au sein du capital social.

4- En outre, au cas où l'un ou plusieurs des actionnaires de la Société n'exerceraient pas le droit de préemption à titre irréductible ou ne l'exerceraient que partiellement, les autres actionnaires bénéficieront à titre réductible d'un droit de préemption au prorata de leur participation respective après exercice de leur droit de préemption à titre irréductible.

5- Dans l'hypothèse où les droits de préemption prévus au présent article seraient exercés, le prix de chaque action sera identique aux conditions obtenues par le cédant de la part d'un acquéreur de bonne foi.

6- De façon à permettre la bonne exécution des dispositions du présent article, l'actionnaire qui souhaiterait céder ses actions devra notifier au Président de la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la cession projetée en indiquant :

- l'identité du cessionnaire envisagé et, si le cessionnaire est une personne morale, de la ou des personnes en détenant le contrôle ultime ;

- le prix et les conditions de la cession.

Dans les huit jours de cette notification, le Président de la Société notifiera par lettre recommandée avec demande d'avis de réception le projet de cession à tous les actionnaires autres que le cédant.

A compter de la réception de ladite lettre, chacun des actionnaires de la Société non cédant devra faire connaître sa décision d'acquiescer les actions, au prorata de sa quote part dans le capital, dans les deux mois. En outre, et pour permettre, le cas échéant, la bonne exécution des dispositions du § 4 ci-dessus, la cession par le cédant ne pourra être réalisée avant un délai supplémentaire d'un mois accordé pour l'exercice des droits de souscription à titre réductible visés au § 4 ci-dessus.

Les actionnaires de la Société s'engagent à se communiquer la totalité des correspondances qu'ils pourront échanger dans le cadre des dispositions du présent article.

7- Dans l'hypothèse où l'exercice des droits de préemption mentionnés au présent article n'aurait pas permis l'acquisition de la totalité des actions mises en vente par l'actionnaire cédant, alors si bon semble audit actionnaire, les droits de préemption seront réputés n'avoir jamais été exercés, et sous réserve de l'agrément éventuellement requis au B) ci-après, l'actionnaire cédant sera libre de procéder à la vente de ses actions au cessionnaire proposé mentionné dans la notification.

L'actionnaire cédant aura toutefois le droit de réclamer le bénéfice de l'exercice du droit de préemption à concurrence du nombre d'actions pour lequel il aura été notifié et de procéder à la cession du solde des actions, conformément aux dispositions du présent article.

Agrément

1- Dans l'hypothèse où tout ou partie des actions dont la cession est projetée n'aurait pas été préemptée dans les conditions prévues au A) ci-dessus, le cédant devra, si le cessionnaire est un tiers non actionnaire - sauf en cas de succession en ligne directe, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de cession soit à un conjoint, soit à un ascendant ou à un descendant et sauf en cas de cession à une société dont le cédant détient le contrôle au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce ou détenant le contrôle du cédant au sens du même article, les modalités de ce contrôle étant notifiées par le cédant à l'Assemblée Générale de la Société - se soumettre à la procédure d'agrément prévue ci-après.

2- A compter de la notification prévue au A. § 6 ci-dessus, et dans les trois mois de cette notification, l'Assemblée Générale Extraordinaire est tenue de notifier au cédant s'il donne ou refuse l'agrément du cessionnaire. A défaut de notification dans ce délai de trois mois, l'agrément est réputé acquis.

La décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire n'a pas à être motivée, et en cas de refus, elle ne peut jamais donner lieu à une réclamation quelconque.

3- En cas de refus d'agrément et si le cédant ne renonce pas à son projet de cession, l'assemblée générale doit faire acquiescer les actions soit par des actionnaires ou par des tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la Société, en vue de la réduction de son capital, et ce dans les trois mois de la notification du refus.

Le prix de cession des actions est fixé d'accord avec le cédant. A défaut d'accord sur le prix, celui-ci est déterminé par un expert, conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil ; les frais d'expertise étant supportés par moitié par le cédant et par moitié par le ou les acquéreurs ou par la Société si celle-ci se porte acquéreur.

4- La procédure d'agrément, objet des présentes, s'applique également à la cession de droits de souscription en cas d'augmentation de capital en numéraire et à la cession de droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes ou bénéfices.

5- Lorsque le cessionnaire est une personne morale, l'agrément peut être subordonné au maintien de son contrôle, au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, par la ou les personnes dont l'identité est indiquée dans la décision d'agrément ou dans le cas où la cession est intervenue conformément au A. § 1 ci-dessus.

ARTICLE 13- MODIFICATIONS DANS LE CONTROLE D'UN ASSOCIE

1- En cas de modification au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce du contrôle d'une Société associée, celle-ci doit en informer la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président dans un délai de quinze jours du changement de contrôle. Cette notification doit préciser la date du changement de contrôle et toutes informations sur le ou les nouveaux contrôleurs.

Si cette procédure n'est pas respectée, la Société associée dont le contrôle est modifié pourra être exclue de la Société dans les conditions prévues à l'article 14.

2- Dans le délai de quinze jours à compter de la réception de la notification du changement de contrôle, la Société peut mettre en œuvre la procédure d'exclusion et de suspension des droits non pécuniaires de la Société associée dont le contrôle a été modifié, telle que prévue à l'article 14. Si la Société n'engage pas la procédure d'exclusion dans le délai ci-dessus, elle sera réputée avoir agréé le changement de contrôle.

3- Les dispositions ci-dessus s'appliquent à la Société associée qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

ARTICLE 14- EXCLUSION D'UN ASSOCIE

Exclusion de plein droit

L'exclusion de plein droit intervient en cas de dissolution, de redressement ou de liquidation judiciaire d'un associé.

Exclusion facultative

Cas d'exclusion

L'exclusion d'un associé peut être également prononcée dans les cas suivants :

- violation des dispositions des présents statuts ;
- exercice direct ou indirect d'une activité concurrente de celle exercée par la Société ;
- révocation d'un associé de ses fonctions de mandataire social ;
- condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un associé ;

- la responsabilité d'une faute de gestion ou d'une mésentente grave aboutissant à un blocage du fonctionnement de la société.

Modalités de la décision d'exclusion

L'exclusion est prononcée par décision collective des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote ; l'associé dont l'exclusion est susceptible d'être prononcée ne participe pas au vote et ses actions ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

Les associés sont consultés sur l'exclusion à l'initiative du Président ; si le Président est lui-même susceptible d'être exclu, les associés seront consultés à l'initiative de l'associé le plus diligent.

La décision d'exclusion ne peut intervenir que sous réserve du respect des formalités suivantes :

- notification à l'associé concerné par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée quinze (15) jours avant la date prévue pour la réunion de la collectivité des associés, de la mesure d'exclusion envisagée, des motifs de cette mesure et de la date de la réunion devant statuer sur l'exclusion ; cette notification devant également être adressée à tous les autres associés ;
- convocation de l'associé concerné à une réunion préalable des associés tenue au plus tard huit (8) jours avant la date prévue pour la consultation des associés sur la décision d'exclusion afin de lui permettre de présenter ses observations et de faire valoir ses arguments en défense soit par lui-même, soit par l'intermédiaire de son ou de ses représentants légaux.

Prise d'effet de la décision d'exclusion

La décision d'exclusion ne pourra être valablement adoptée sans qu'il soit immédiatement décidé de procéder au rachat des titres de l'actionnaire exclu, par voie de réduction du capital de la Société ou par l'intermédiaire d'un cessionnaire nommément désigné (ou encore par les autres actionnaires signataires du présent pacte, proportionnellement à la participation de chacun au capital de la Société).

La décision d'exclusion est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'initiative du Président.

Dispositions communes à l'exclusion de plein droit et à l'exclusion facultative

L'exclusion de plein droit et l'exclusion facultative entraînent dès le prononcé de la mesure la suspension des droits non pécuniaires attachés à la totalité des actions de l'associé exclu.

La totalité des actions de l'associé exclu doit être cédée dans les trente (30) jours de la décision d'exclusion à toute personne désignée comme il est prévu ci-dessus.

Le prix de rachat des actions de l'associé exclu est déterminé d'un commun accord ou à défaut, à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

ARTICLE 15- NULLITE DES CESSIONS D'ACTIONS

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des dispositions des articles 11 à 15 des présents statuts sont nulles.

Au surplus, une telle cession constitue un juste motif d'exclusion.

TITRE IV

ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIETE - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS - COMMISSAIRES AUX COMPTES

ARTICLE 16- PRESIDENCE

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non associé de la Société.

1- Nomination

Le Président est désigné par décision collective des associés réunis en Assemblée Générale Ordinaire statuant dans les conditions de majorité visés à l'article 22 des statuts.

Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

2- Durée des fonctions :

Le Président est nommé avec ou sans limitation de durée.

3- Révocation ad nutum

Le Président peut être révoqué à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision collective des associés prise à l'initiative d'un ou plusieurs associés réunissant au moins la moitié du capital et des droits de vote de la Société et statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote. Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

Par exception aux dispositions qui précèdent, le Président est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement ou liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Président personne morale ;
- exclusion du Président associé ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique.

4- Rémunération

La rémunération du Président est fixée chaque année par décision de l'assemblée générale ordinaire statuant dans les conditions de majorité visées à l'article 22 des statuts

5- Pouvoirs – Délégation

Conformément aux dispositions du Code de commerce, le Président représente la Société à l'égard des tiers et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social et de ceux expressément attribués par les dispositions du Code de commerce et par les présents statuts aux actionnaires.

A titre de règlement intérieur, il est convenu que la présidence ne pourra, sans y être autorisé au préalable par une décision des actionnaires représentant les deux tiers du capital social :

- consentir des cautions, avals et des garanties, engagements hors bilan de quelque nature que ce soit, lettres de confort pour sûreté d'obligation de tiers ;
- réaliser des investissements et désinvestissements excédant un montant individuel de deux mille cinq cent (2.500) euros et ce, quelque soit son mode de financement (y compris les locations longues durées) ;
- contracter des emprunts autres que les crédits de trésoreries (facilités de caisse, découverts), effectuer des achats, échanges et ventes d'immeubles ou de fonds de commerce, prendre ou mettre en location tout ou partie des fonds de commerce, modifier l'enseigne de ces fonds, constituer des hypothèques et nantissements, octroyer un gage réel ou non, avec ou sans dépossession sur un bien dépendant de l'actif social ;
- prendre ou donner à bail commercial, modifier ou résilier un bail commercial ;
- recruter du personnel en dehors du cadre de remplacement de personnel indisponible ou en arrêt maladie, licencier du personnel, augmenter le salaire du personnel de manière significative ;
- participer à la création de sociétés et effectuer tous apports à des sociétés constituées ou à constituer, prendre des intérêts dans des sociétés ayant ou non le même objet social, ou dans un GIE ou une joint-venture,
- céder toutes participations directes ou indirectes dans toutes filiales et filiales en cascades ;
- remettre une dette à une tierce personne ou souscrire un concours financier quelconque supérieur à un montant individuel de deux mille cinq cents (2.500) euros.

La Société est engagée même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Président est tenu de consacrer le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales.

Le Président peut donner toutes délégations de pouvoir à tous tiers pour un plusieurs objets déterminés, sauf à prendre toutes mesures nécessaires pour le respect des dispositions qui précèdent.

ARTICLE 17 - AUTRES DIRIGEANTS

Sur la proposition du Président, l'Assemblée Générale Ordinaire peut nommer un ou plusieurs autres dirigeants, personnes physiques ou morales auxquelles peut être conféré le titre de Directeur Général.

Les autres dirigeants sont révocables à tout moment sur décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision de l'assemblée générale ordinaire statuant dans les conditions de majorité visées à l'article 22 des statuts. En cas de démission ou de révocation du Président, ils conservent leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

En accord avec le Président, l'assemblée générale ordinaire détermine l'étendue et la durée des pouvoirs des autres dirigeants. Sauf délégation expresse, ils ne peuvent engager la société vis à vis des tiers.

La rémunération du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination, sauf pour la rémunération qui résulte de son contrat de travail.

La fixation et la modification de la rémunération du Directeur Général constitue une convention réglementée soumise à la procédure prévue à l'article 18 des statuts.

ARTICLE 18 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS

Toute convention intervenant, directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce doit être portée à la connaissance des Commissaires aux comptes dans le mois de sa conclusion.

Le Président ou l'intéressé doit, dans le mois de la conclusion d'une convention, en aviser le Commissaire aux comptes par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Les Commissaires aux comptes présentent aux associés un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions au cours de l'exercice écoulé. Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de cet exercice ; l'associé intéressé est privé du droit de vote.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Sauf l'exception prévue par la loi, les conventions portant sur les opérations courantes conclues à des conditions normales sont communiquées au Commissaire aux comptes. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

Les interdictions prévues à l'article L.225-43 du Code de commerce s'appliquent au Président et aux dirigeants de la Société.

ARTICLE 19- COMMISSAIRES AUX COMPTES

La collectivité des associés désigne, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants.

Les Commissaires aux comptes doivent être invités à participer à toutes les décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

TITRE V

DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

ARTICLE 20- DECISIONS COLLECTIVES OBLIGATOIRES

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- transformation de la Société ;
- modification du capital social : augmentation, amortissement et réduction ;

- fusion, scission, apport partiel d'actifs ;
- dissolution ;
- nomination des Commissaires aux comptes ;
- nomination, rémunération, révocation du Président ;
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- approbation des conventions conclues entre la Société et ses dirigeants ou associés ;
- modification des statuts, sauf transfert du siège social ;
- nomination du Liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation ;
- agrément des cessions d'actions ;
- exclusion d'un associé et suspension de ses droits de vote ;
- autorisation des décisions du Président visées à l'article 16 des présents statuts.

ARTICLE 21- QUORUM - VOTE

- 1 – Le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social, le tout déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la loi ou des présents statuts.
- 2 – Chaque action donne droit à une voix.
- 3 – Le vote s'exprime à main levée, ou par appel nominal, ou au scrutin secret, selon ce qu'en décide le bureau de l'Assemblée ou les associés.

ARTICLE 22- ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'Assemblée Générale Ordinaire prend toutes décisions qui n'ont pas pour objet de modifier les statuts.

L'Assemblée Générale Ordinaire est réunie au moins une fois l'an, dans les six mois de la clôture de l'exercice social, pour statuer sur les comptes sociaux et, éventuellement, les comptes consolidés de cet exercice, sous réserve de prolongation de délai par décision de justice.

Elle ne délibère valablement sur première convocation que si les associés présents ou représentés possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote.

Aucun quorum n'est requis sur deuxième convocation. Elle statue à la majorité des voix dont disposent les associés présents ou représentés.

ARTICLE 23- ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

L'Assemblée Générale Extraordinaire peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions et décider notamment la transformation de la Société en Société d'une autre forme, civile ou commerciale.

L'Assemblée Générale Extraordinaire ne peut délibérer valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins sur première convocation, le tiers et, sur deuxième convocation, le

L'Assemblée Générale Extraordinaire ne peut délibérer valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins sur première convocation, le tiers et, sur deuxième convocation, le quart des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce quorum, la deuxième Assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

L'Assemblée Générale Extraordinaire statue à la majorité des voix dont disposent les associés présents ou représentés.

Par exception aux dispositions qui précèdent, les décisions collectives limitativement énumérées ci-après doivent être adoptées à l'unanimité des associés disposant du droit de vote :

- celles prévues par les dispositions légales ;
- les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés ;
- la prorogation de la Société ;
- la dissolution de la Société ;
- la transformation de la Société en Société d'une autre forme.

ARTICLE 24- MODALITES DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Président.

Elles résultent de la réunion d'une assemblée ou d'un procès-verbal signé par tous les associés. Elles peuvent également être prises par tous moyens de télécommunication électronique.

Pendant la période de liquidation de la Société, les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Liquidateur.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

ARTICLE 25- ASSEMBLEES

Les associés se réunissent en assemblée sur convocation du Président ou à la demande de tout actionnaire détenant, directement ou indirectement au moins 50 % du capital social et/ou droit de vote. L'assemblée générale se réunit au siège social ou en tout autre lieu mentionné dans la convocation.

Les convocations, transmises dans un délai raisonnable, peuvent être envoyée par tous moyens.

Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai si tous les associés y consentent.

L'assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné par l'assemblée.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé ou par un tiers. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie.

Le Président de séance établit un procès-verbal des délibérations devant contenir les mentions prévues à l'article 26 ci-après.

ARTICLE 26- PROCES-VERBAUX DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives prises en assemblée doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées. Les procès-verbaux sont signés par le Président de l'assemblée et par les associés présents.

Les procès-verbaux doivent indiquer la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualité du Président de séance, l'identité des associés présents et représentés, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un résumé des débats, ainsi que le texte des résolutions mises aux voix et pour chaque résolution le sens du vote de chaque associé.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime de tous les associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou sur les feuilles mobiles numérotées visés ci-dessus.

ARTICLE 27- INFORMATION PREALABLE DES ASSOCIES

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Lorsque les décisions collectives doivent être prises en application de la loi sur le ou les rapports du Président et/ou des Commissaires aux comptes, le ou les rapports doivent être communiqués aux associés huit (8) jours avant la date d'établissement du procès-verbal de la décision des associés.

Les associés peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président et des rapports des Commissaires au comptes.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les associés peuvent obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

TITRE VI

EXERCICE SOCIAL - COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DES RESULTATS

ARTICLE 28- EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

ARTICLE 29- ETABLISSEMENT ET APPROBATION DES COMPTES ANNUELS

Le Président établit les comptes annuels de l'exercice.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et des rapports du ou des Commissaires aux comptes.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport de gestion du groupe et les rapports des Commissaires aux comptes, lors de cette décision collective.

ARTICLE 30- AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

1. Toute action en l'absence de catégorie d'actions ou toute action d'une même catégorie dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation. Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions.

2. Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les associés décident sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi.

3. La décision collective des associés peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La décision collective des associés ou, à défaut, le Président, fixe les modalités de paiement des dividendes.

TITRE VII

CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL – TRANSFORMATION - DISSOLUTION – LIQUIDATION- DECES

ARTICLE 31- CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, l'Assemblée Générale Extraordinaire à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, l'Assemblée Générale doit faire l'objet des formalités de publicité requises par les dispositions réglementaires applicables.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si les associés n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 32- TRANSFORMATION

La Société peut se transformer en Société d'une autre forme dans les conditions légales.

La décision de transformation est prise sur le rapport des Commissaires aux Comptes de la Société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en Société en Nom Collectif nécessite l'accord unanime des associés.

La transformation en Société en Commandite Simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de tous les associés devenant commandités.

La transformation en Société à Responsabilité Limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des Sociétés de cette forme.

La transformation qui entraînerait, soit l'augmentation des engagements des associés, soit la modification des clauses des présents statuts exigeant l'unanimité des associés devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.

ARTICLE 33- DISSOLUTION - LIQUIDATION DE LA SOCIETE

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi ou en cas de dissolution anticipée décidée par décision collective des associés.

La Société n'est pas dissoute par le décès ou l'incapacité frappant l'un des associés.

La décision collective des associés qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs Liquidateurs.

Le Liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés peuvent autoriser le Liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.

Le surplus, s'il en existe, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

TITRE VIII
CONTESTATIONS

ARTICLE 34- CONTESTATIONS

Toutes contestations susceptibles de surgir pendant la durée de la Société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les associés, la Direction et la Société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des Tribunaux compétents.

A D B – BAC
Société anonyme au capital de 91 500 euros
Siège social : 12 rue Javelot – 69120 VAULX EN VELIN
414 878 793 RCS LYON

**PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE DU 13 MAI 2004**

L'an deux mille quatre
Le jeudi 13 mai à 11 heures
Au siège social sis à VAULX EN VELIN (Rhône) – 12 rue Javelot

La société GENERAL SERVICE EXPANSION HOLDING – G.S.E. HOLDING, actionnaire unique, représentée par Monsieur Jacques PUPAT a pris les décisions suivantes, portant sur l'ordre du jour suivant :

Compétence de l'assemblée générale ordinaire

- Ratification du transfert de siège social décidé par le conseil d'administration du 12 mai 2004,
- Démission des administrateurs,
- Pouvoirs en vue des formalités.

Compétence de l'assemblée générale extraordinaire

- Lecture du rapport du commissaire aux comptes sur la situation de la société,
- Transformation en société par actions simplifiée : conditions et modalités,
- Pouvoirs en vue des formalités.

Monsieur Jean-Paul SIMOENS, commissaire aux comptes de la société, est absent et excusé.

PREMIERE RESOLUTION

L'associée unique ratifie la décision de transfert de siège social de SAINT CYR AU MONT D'OR (Rhône) – Chemin des anciennes carrières à VAULX EN VELIN (Rhône) – 12 rue Javelot, avec effet du 12 mai 2004.

DEUXIEME RESOLUTION

L'associée unique prend acte de la démission des administrateurs et, sous réserve de la transformation de la société en société par actions simplifiée, décide de ne pas pourvoir à leur remplacement.

17 1

TROISIEME RESOLUTION

L'associée unique, après avoir entendu la lecture du rapport établi par le commissaire aux comptes sur la situation de la société, constate qu'aucun avantage particulier n'a été consenti au profit d'associés ou de tiers.

L'associée unique prend acte de ce qu'il est attesté, aux termes du rapport du commissaire aux comptes, que le montant des capitaux propres est au moins égal au montant du capital social.

QUATRIEME RESOLUTION

L'associée unique, constatant que toutes les conditions légales requises se trouvent remplies, savoir notamment que le capital social s'élève à la somme de 91 500 euros, décide de transformer la société en société par actions simplifiée à compter de ce jour. Cette transformation régulièrement effectuée n'entraînera pas la création d'une personne morale nouvelle.

CINQUIEME RESOLUTION

L'associée unique, adopte article par article, puis dans son ensemble, le texte des statuts de la Société sous sa nouvelle forme dont un exemplaire est annexé au présent procès-verbal.

SIXIEME RESOLUTION

L'associée unique désigne en qualité de Président de la société, pour une durée illimitée :

Monsieur Ange FANGEMANN
né le 8 mai 1952 à TURCKHEIM (Haut-Rhin)
de nationalité française
Demeurant : 634 avenue Victor Hugo – 69140 RILLIEUX LA PAPE

Monsieur Ange FANGEMANN, intervenant aux présentes, déclare accepter les fonctions qui viennent de lui être confiées, et n'être frappé d'aucune incompatibilité ni interdiction pour les exercer.

SEPTIEME RESOLUTION

L'associée unique décide que la durée de l'exercice social en cours qui sera clos le 31 décembre 2004, n'aura pas à être modifiée du fait de l'adoption de la forme de la société par actions simplifiée.

Les comptes de cet exercice seront établis, présentés et contrôlés conformément aux modalités prévues par les nouveaux statuts et la réglementation en vigueur.

Le conseil d'administration de la société sous sa forme de société anonyme présentera, à l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2004, un rapport rendant compte de sa gestion lors de l'exécution de son mandat au cours dudit exercice.

Ce rapport sera soumis au droit de communication des associés conformément aux nouveaux statuts et aux dispositions légales et réglementaires.

L'assemblée générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice en cours sera convoquée et délibérera conformément aux dispositions légales et aux règles fixées par les nouveaux statuts.

19 1

Cette Assemblée devra statuer également sur le quitus à accorder aux administrateurs de la Société sous son ancienne forme.

Le bénéfice dudit exercice sera affecté et réparti suivant les dispositions des statuts de la Société sous sa nouvelle forme.

Compte-tenu de leur démission et de l'adoption de la résolution relative à la transformation de la société en société par actions simplifiée, les fonctions des administrateurs prennent fin à compter du 12 mai 2004, sous réserve des décisions prises ci-dessus relatives au rapport de gestion.

HUITIEME RESOLUTION

En conséquence de l'adoption des résolutions qui précèdent, l'associée unique constate que la transformation de la Société en Société par actions simplifiée est définitivement réalisée.

NEUVIEME RESOLUTION

L'associée unique confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal aux fins d'accomplir toutes formalités de dépôt, de publicité et autres qu'il appartiendra.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé, après lecture par l'associée unique et par le Président, pour acceptation de fonctions.

Pour la société GSE HOLDING
Monsieur Jacques PUPAT



Monsieur Ange FANGEMANN¹

Bu pour l'acceptation
des fonctions de président



Enregistré à : RECETTE DE LYON -EST

Le 07/10/2004 Bordereau n°2004/554 Case n°1

Enregistrement : 75 € Pénalités : 10 €

Timbre : 45 € Pénalités : 3 €

Total liquidé : cent trente-trois euros

Montant reçu : cent trente-trois euros

L'Agent



¹ Faire précéder la signature de la mention manuscrite « Bon pour acceptation de fonctions de Président ».

A D B – BAC
Société anonyme au capital de 91 500 euros
Siège social : Chemin des Anciennes Carrières – 69450 ST CYR AU MONT D'OR
414 878 793 RCS LYON

PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION DU 12 MAI 2004

L'an deux mille quatre

Le mercredi 12 mai à 17 heures

Au siège social, sis à SAINT CYR AU MONT D'OR (Rhône) – Chemin des Anciennes Carrières

Les administrateurs de la Société ADB BAC se sont réunis en Conseil, sur convocation du Président.

Sont présents et ont émargé le registre de présence :

- Monsieur Marc LEFEBVRE, Président
- Monsieur Jean-Pierre RINAUDO
- Madame Patricia BRECHARD

Le Conseil, réunissant ainsi la présence effective de la totalité des administrateurs en fonction, peut valablement délibérer.

Monsieur Marc LEFEBVRE préside la séance en sa qualité de Président Directeur Général.

Sur la demande du Président, lecture est donnée du procès-verbal de la précédente réunion, qui est adopté sans observation par le Conseil.

Le Président rappelle que l'ordre du jour porte sur les points suivants :

- Approbation du procès-verbal de la précédente séance,
- Agrément d'un nouvel actionnaire,
- Transfert du siège social,
- Modification statutaire corrélative,
- Pouvoirs en vue des formalités,
- Démission des administrateurs,
- Questions diverses.

APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA PRECEDENTE SEANCE

Monsieur le Président donne lecture du procès-verbal de la précédente séance. La rédaction de ce procès-verbal est adoptée.

AGREMENT D'UN NOUVEL ACTIONNAIRE

Monsieur le Président indique qu'il pourrait être cédé par la société COMPAGNIE MARC LEFEBVRE ainsi que par la société ALIOR la totalité des actions leur appartenant dans notre société au profit de la société GENERAL SERVICE EXPANSION HOLDING – G.S.E. HOLDING, SAS au capital de 37 000 euros, dont le siège est à VAULX EN VELIN (Rhône) – 12 rue Javelot, en cours d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, laquelle n'est pas encore actionnaire de

notre société.

Monsieur le Président rappelle les dispositions de l'article 11 des statuts, intitulé « Transmission des actions », qui prévoient l'autorisation préalable des cessions ainsi que l'agrément du cessionnaire par le conseil d'administration.

Une discussion intervient alors entre les administrateurs,

Puis, ceux-ci, après en avoir délibéré, autorisent les cessions projetées et, sous réserve de leur réalisation effective, agréent en tant que de besoin la société GENERAL SERVICE EXPANSION HOLDING – G.S.E. HOLDING en qualité de nouvelle actionnaire.

TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL

Monsieur le Président expose aux administrateurs que le siège de la société est actuellement fixé à son domicile personnel et indique que, compte-tenu des modifications devant intervenir au sein de la Direction de la société, il serait souhaitable de transférer ledit siège social.

Par ailleurs, Monsieur le Président rappelle les dispositions de l'article 4 des statuts, intitulé « Siège social », qui prévoient : *« Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par une simple décision du Conseil d'Administration, sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire, et partout ailleurs en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, sous réserve des dispositions légales en vigueur. »*

En cas de transfert décidé conformément à la loi par le Conseil d'Administration, celui-ci est autorisé à modifier les statuts en conséquence. »

En conséquence, Monsieur le Président propose aux administrateurs de transférer le siège de notre société dans les locaux de la société GENERAL SERVICE EXPANSION HOLDING – G.S.E. HOLDING, sis à VAULX EN VELIN (Rhône) – 12 rue Javelot, avec effet de ce jour.

Une discussion intervient alors entre les administrateurs.

Puis, ceux-ci, après en avoir délibéré, décident de transférer le siège social à VAULX EN VELIN (Rhône) – 12 rue Javelot, avec effet de ce jour. Cette décision sera soumise à ratification par la plus prochaine assemblée générale ordinaire.

Ils décident de modifier l'article 4 des statuts, intitulé « Siège social », de la manière suivante :

« ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL »

Le siège social est fixé : 12 rue Javelot – 69120 VAULX EN VELIN.

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par une simple décision du Conseil d'Administration, sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire, et partout ailleurs en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, sous réserve des dispositions légales en vigueur.

En cas de transfert décidé conformément à la loi par le Conseil d'Administration, celui-ci est autorisé à modifier les statuts en conséquence. »

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un exemplaire ou d'un extrait des présentes pour effectuer les formalités rendues nécessaires par la loi.

DEMISSION DES ADMINISTRATEURS

Monsieur le Président indique que les administrateurs lui ont tous fait part de leur intention de démissionner de leurs fonctions, avec effet de ce jour, et ce, en raison des modifications devant intervenir au sein de la société.

Il précise que, du fait de ces démissions, le nombre d'administrateurs restant en fonction est ramené en dessous du minimum de trois prévu par la loi et qu'il convient de ce fait de convoquer une assemblée générale ordinaire à l'effet de nommer de nouveaux administrateurs.

Toutefois, Monsieur le Président indique aux administrateurs qu'il pourrait être proposé à l'assemblée générale extraordinaire la transformation de la société en société par actions simplifiée et que, de ce fait, il ne serait pas nécessaire de procéder à la nomination de nouveaux administrateurs.

Le conseil d'administration en prend acte.

ACQUISITION DU FONDS DE COMMERCE APPARTENANT A LA SOCIETE COMPAGNIE MARC LEFEBVRE

Monsieur le Président indique que notre société pourrait acquérir le fonds de commerce de location et négoce de bacs poubelles, sis et exploité à LYON 7^e (Rhône) – 302 rue Garibaldi, appartenant à la société COMPAGNIE MARC LEFEBVRE, dans les conditions qu'il expose aux administrateurs.

Il précise qu'il convient de donner pouvoir à l'effet de procéder à ladite acquisition à un mandataire ad hoc.

Une discussion intervient alors entre les administrateurs.

Puis, ceux-ci, après en avoir délibéré, autorisent l'acquisition du fonds de commerce appartenant à la COMPAGNIE MARC LEFEBVRE et donnent tous pouvoirs à Monsieur FANGEMANN à l'effet de signer l'acte d'acquisition, en payer le prix, en recevoir quittance, faire toutes formalités subséquentes, et d'une manière générale, faire tout ce qui sera utile et nécessaire pour mener à bonne fin l'opération.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal lequel, après lecture, a été signé par le Président et par un administrateur.

Le Président
Marc LEFEBVRE



Un Administrateur

